



Produits de la criminalité

Quelques données

- Depuis l'adoption de la *Loi sur les produits de la criminalité* en 1989, les efforts de la GRC ont été couronnés de succès, celle-ci ayant saisi ou bloqué des biens d'une valeur de plus de 400 millions de dollars.
- En décembre 2003, un ancien avocat en immobilier de Vancouver a été arrêté à la suite d'une opération d'infiltration de la GRC et du FBI et a été condamné à près de 16 ans de prison pour avoir blanchi 700 000 \$US. L'opération Bermuda Short a entraîné l'arrestation de 54 autres personnes.

Aperçu

La Sous-direction des produits de la criminalité est chargée d'élaborer des politiques (notamment en détectant les lacunes législatives et en formulant des recommandations destinées à Justice Canada pour la modification des lois), de planifier et de contrôler les programmes et d'allouer des ressources pour les démarches de la GRC visant à saisir les gains provenant des crimes. Il incombe aussi à la Sous-direction d'élaborer et de publier des politiques sur le sujet et d'évaluer le Programme des produits de la criminalité.

Ce programme vise à trouver, à évaluer, à bloquer, à saisir et à confisquer les gains illicites ou non déclarés provenant d'activités criminelles. Une grande partie de ces gains découlent du commerce de la drogue au Canada, mais il ne faut pas oublier les profits d'autres crimes, comme la fraude et la contrebande de cigarettes. Les produits de la criminalité minent le bien-être social et économique des

Canadiens, tout en augmentant la puissance et l'influence des groupes criminalisés et des activités illicites.

Le Programme des produits de la criminalité intervient dans les enquêtes sur le blanchiment de gains provenant d'infractions désignées dans le *Code criminel*. Il vise à accumuler des renseignements financiers sur des protagonistes du crime organisé afin de saisir leurs gains non déclarés. Une autre priorité du programme consiste à répondre aux demandes d'assistance pour les enquêtes de services de police d'ici et d'ailleurs, ce qui favorise la collaboration internationale dans les enquêtes sur le blanchiment d'argent. Les membres sur le terrain et au centre de décision à Ottawa doivent sensibiliser les communautés ainsi que les partenaires et clients locaux, nationaux et internationaux afin de déceler et de prévenir le blanchiment d'argent.



Produits de la criminalité

Quelques données

- Un projet de 18 mois réalisé par l'Unité mixte des produits de la criminalité de la Division A de la GRC et par le groupe d'intervention régional de l'Outaouais s'est conclu en novembre 2003 par la saisie de biens d'une valeur d'environ 5 millions de dollars (cinq résidences, deux entreprises, des véhicules, etc.), l'arrestation de 33 personnes (dont un avocat) et l'exécution de plusieurs mandats de perquisition. Environ 330 policiers de 14 services de police y ont participé.

Lois

La GRC s'appuie sur différentes dispositions du *Code criminel*, de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*, de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* et d'autres lois fédérales pour saisir les produits de la criminalité.

Unité mixte des produits de la criminalité

La plupart des sections du Programme des produits de la criminalité travaillent au sein d'unités mixtes des produits de la criminalité, qui fusionnent les compétences, connaissances et capacités de différents groupes de spécialistes. Ces groupes rassemblent des membres de la GRC, **des enquêteurs** provinciaux et municipaux, des avocats de Justice Canada, des juricomptables de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, des

enquêteurs fiscaux de l'Agence canadienne du revenu et des agents de douane de l'Agence des services frontaliers du Canada. Depuis 1997, les unités mixtes des produits de la criminalité ont contribué à ouvrir la voie à la philosophie des services de police intégrés de la GRC. Les Nations Unies, le Royaume-Uni et l'Australie, entre autres, ont étudié l'initiative pour apprendre de ses réussites.

Pour plus de détails, rendez-vous au www.rcmp-grc.gc.ca.